	LES ACTIONS DE RECOUVREMENT			
Impôts des particuliers		2010	2011	2012
Opérations de relance				
·	Lettre de rappel/relance/mise en demeure de payer [1]	5 651 588	4 508 371	9 207 400
Action en recouvrement forcé	/ Actions de «masse»			
	Avis à tiers détenteur	4 465 127	4 598 352	4 948 921
Action en recouvrement forcé	/ Actions «lourdes»			
	Actions en reconstitution de patrimoine	68	42	58
	Saisies immobilières	323	271	272
	Assignations en LJ	282	122	120
Actions en justice				
	Juridiction civile	2 160	1 348	1 604
	Juridiction commerciale	1 891	837	660
	Juridiction administrative	541	433	392
Contentieux				
	Oppositions à poursuites	3 254	2 840	2 922
	Autres contestations ^[2]	2 045	780	691
Impôts des professionnels		2010	2011	2012
Opérations de relance				
	Mise en demeure/Mise en demeure de payer ^[1]	1 514 334	1 538 418	1 378 338
Action en recouvrement forcé	/ Actions de «masse»			
	Avis à tiers détenteur	441 672	547 488	641 960
Action en recouvrement forcé	/ Actions «lourdes»			
	Mesures conservatoires	1 443	2 214	2 577
	Saisies immobilières	97	103	117
	Assignations en LJ	1 364	988	1 052
Actions en justice				
	Juridiction civile	1 701	1 910	2 176
	Juridiction commerciale	2 819	2 674	2 303
	Juridiction administrative	162	109	161
Contentieux				
	Oppositions à poursuites	593	684	1 028
	Autres contestations ⁽²⁾	1 636	1 705	1 285

⁽¹⁾ À compter du 1er octobre 2011, de nouveaux schémas de relance sont entrés en vigueur

^[2] Contentieux lié aux procédures collectives + contestation des garanties et incidents de saisie immobilière

LE CONTRÔLE FISCAL						
Le montant de l'impôt éludé et des sanctions (en M€)	2010	2011	2012			
Droits nets	13 113	13 479	14 369			
Pénalités (y compris les intérêts de retard)	2 889	2 929	3 767			
Total des droits et des pénalités	16 002	16 408	18 136			
Détail des droits nets par impôt [1] :						
Impôt sur les sociétés	3 912	3 624	4 082			
Impôt sur le revenu	1 940	1 978	2 070			
Taxes sur la valeur ajoutée	2 508	2 763	3 235			
Remboursements de crédits de TVA	1 661	1 466	1 345			
Droits d'enregistrement	1 414	1 450	1 525			
Impôt de solidarité sur la fortune	282	306	383			
Impôts locaux	579	584	436			
Impôts divers ^[2]	817	1 309	1 293			

^[1] À compter de cette année, ce détail correspond à une ventillation des droits par nature d'impôt, quelle que soit la procédure de contrôle utilisée

⁽²⁾ dont la contribution sociale généralisée, la contribution pour le remboursement de la dette sociale, la contribution à l'audiovisuel public et les taxes annexes sur le chiffre d'affaires à compter de 2011

La couverture du tissu fiscal (en nombre)		2011	2012
Le contrôle des professionnels			
Contrôles sur pièces des professionnels	206 373	197 361	197 052
Contrôles sur pièces des demandes de remboursement de crédit de TVA	100 255	117 642	124 991
Contrôles sur place de la contribution à l'audiovisuel public*	69 503	65 825	66 351
Vérifications de comptabilité**	47 689	47 408	48 178
Droits d'enquête (art. L. 80 F à L. 80 J du LPF)		2 851	2 627
Le contrôle des particuliers			
Contrôles sur pièces de l'impôt sur le revenu	1 035 269	981 682	926 093
Contrôles sur pièces des impôts patrimoniaux		129 483	134 207
Contrôles sur place de la contribution à l'audiovisuel public*		43 707	42 193
Examens de la situation fiscale personnelle**		4 033	4 159

 $^{^{*}}$ contrôles se traduisant par le constat effectif de la détention ou non d'une télévision

^{**} examens sommaires inclus à compter de 2012 (hors examens sommaires, 47 633 vérifications de comptabilité et 3 896 examens de situation fiscale personnelle)

La lutte contre les fraudes les plus graves	2010	2011	2012
Montant des droits et des pénalités des opérations sur place répressives		4 850	6 140
Part des opérations répressives par rapport au total du contrôle sur place		29,9%	31,4%
Nombre de perquisitions fiscales	240	235	246
Nombre de dossiers transmis à l'autorité judiciaire	1104	1131	1157
dont : plaintes pour fraude fiscale	944	924	927
plaintes pour escroquerie	73	94	100
procédure d'opposition à fonction	50	71	70
dossiers transmis à la «Police fiscale»	37	42	60
Détail des plaintes pour fraude fiscale et des dossiers transmis à la «Police fiscale» Propositions de poursuites à la Commission des infractions fiscales	1 043	1 046	1 126
·		_	
Plaintes déposées	981	966	987
Dont : Défaut de déclaration et exercice d'activités occultes	330	285	299
Constatation de dissimulations	435	429	406
Réalisation d'opérations fictives	105	81	72
Autres procédés de fraude	111	171	210
Ventilation des plaintes pour fraude fiscale et des dossiers transmis à la «Police fiscale»			
Agriculture	0,5%	0,7%	0,5%
Industrie	3,4%	2,7%	2,6%
Professions libérales	6,0%	6,4%	7,8%
Dirigeants de sociétés et salariés	11,1%	12,2%	18,7%
Bâtiment, travaux publics		28,0%	24,2%
Commerce	19,7%	22,0%	23,4%
Services	29,1%	28,0%	22,7%